

**Demande d'un numéro d'identification  
d'impôt et attestation**

**Remettre au  
demandeur. Ne pas  
envoyer à l'IRS.**

Écrire en caractères d'imprimerie. Voir les Instructions particulières (page 2).	1 Nom (selon votre déclaration de revenus) – Le nom est obligatoire; ne pas laisser cette ligne vide.	
	2 Nom commercial/nom de l'entreprise assimilable à son propriétaire (si différent du nom ci-dessus)	
	3 Cocher la case correspondant à la catégorie appropriée aux fins de l'impôt fédéral. Cocher une seule des sept cases. <input type="checkbox"/> Particulier/entreprise à propriétaire unique/société unipersonnelle à responsabilité limitée <input type="checkbox"/> Société par actions C <input type="checkbox"/> Société par actions S <input type="checkbox"/> Société en nom collectif <input type="checkbox"/> Fiducie/succession <input type="checkbox"/> Société par actions à responsabilité limitée (SARL) - Préciser la catégorie aux fins de l'impôt (C = société par actions C; S = société par actions S; P = société en nom collectif) <b>Nota :</b> Dans le cas d'une société unipersonnelle à responsabilité limitée assimilable à son propriétaire, ne pas cocher « Société par actions à responsabilité limitée (SARL) » (cocher plutôt la première case). <input type="checkbox"/> Autre (voir les instructions)	
	4 Exemptions (les codes s'appliquent seulement à certaines entités et pas aux particuliers : voir les instructions à la page 3 : Code de bénéficiaire exempté (le cas échéant) : _____ Code d'exonération des exigences de déclaration de la FATCA (le cas échéant) : _____ (S'applique aux comptes détenus hors des États-Unis.)	
	5 Adresse (numéro, rue, n° d'app. ou de bureau)	Nom et adresse du demandeur (facultatif)
	6 Ville, État, code postal	
	7 Numéro(s) de compte (facultatif)	Numéro d'identification du client

**Partie I Numéro d'identification d'impôt (TIN)**

Veuillez inscrire votre TIN dans la case appropriée. Pour que la retenue de base ne s'applique pas, le numéro fourni doit se rapporter au nom qui figure à la ligne 1. Si vous êtes un particulier, il s'agit de votre numéro de sécurité sociale (SSN). Dans le cas d'un étranger résident, d'une entreprise à propriétaire unique ou d'une entreprise assimilable à son propriétaire, lisez les instructions relatives à la Partie I (page 3). Dans le cas d'une autre entité, inscrivez le numéro d'identification d'employeur (EIN). Si vous n'avez pas de numéro, consultez la section *Comment obtenir un TIN* à la page 3.

**Nota :** Si le compte a plus d'un titulaire, lisez les instructions relatives à la ligne 1 et consultez le tableau de la page 4 pour savoir quel numéro inscrire.

**Numéro de sécurité sociale**

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	-	<input type="text"/>	<input type="text"/>	-	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	---	----------------------	----------------------	---	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------

**OU**

**Numéro d'identification d'employeur**

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	-	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
----------------------	----------------------	----------------------	---	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------

**Partie II Attestation**

Sous peine de parjure, j'atteste ce qui suit :

- Le numéro inscrit sur ce formulaire est mon numéro d'identification d'impôt (ou je suis actuellement en attente d'un numéro).
- Je ne suis pas assujéti à la retenue de base car : a) je bénéficie d'une exemption à cet égard; b) je n'ai reçu aucun avis de l'IRS indiquant que je suis assujéti à cette retenue en raison d'un défaut de déclarer la totalité des intérêts et dividendes; ou c) l'IRS m'a informé que je ne suis plus assujéti à cette retenue.
- Je suis un citoyen américain ou une personne des États-Unis (selon la définition ci-après).
- Le ou les codes d'exonération des exigences de déclaration de la FATCA fournis dans le présent formulaire (le cas échéant) sont exacts.

**Instructions.** Biffez l'énoncé 2 si l'IRS vous a avisé que vous êtes actuellement assujéti à la retenue de base pour avoir omis de déclarer la totalité des intérêts et dividendes dans votre déclaration de revenus. L'énoncé 2 ne s'applique pas aux transactions immobilières. En ce qui concerne les intérêts hypothécaires payés, l'acquisition ou l'aliénation de biens garantis, l'annulation de dettes, les cotisations à un régime de retraite individuel (IRA) et, de façon générale, les paiements autres que d'intérêts et de dividendes, vous n'êtes pas tenu de signer l'attestation, mais devez quand même fournir votre TIN (voir les instructions à la page 3).

<b>Signer ici</b>	<b>Signature de la personne des États-Unis</b>	<b>Date</b>
-------------------	--	-------------

**Instructions générales**

Sauf indication contraire, les renvois concernent des articles de l'*Internal Revenue Code*.

**Modifications futures.** Les modifications futures ayant trait au formulaire W-9 (notamment les mesures législatives adoptées après la date des présentes) seront publiées au [www.irs.gov/fw9](http://www.irs.gov/fw9).

**Objet du formulaire**

Toute personne physique ou morale (le demandeur) tenue de produire une déclaration de renseignements auprès de l'IRS doit obtenir votre numéro d'identification d'impôt (TIN) – qui peut être votre numéro de sécurité sociale (SSN), d'identification de contribuable américain (ITIN), d'identification d'impôt lié à une adoption (ATIN) ou d'employeur (EIN) – pour déclarer les revenus qui vous ont été versés ou tout autre montant devant se trouver sur une déclaration de renseignements, par exemple sur les formulaires suivants :

- 1099-INT (intérêts gagnés ou payés)
- 1099-DIV (dividendes, y compris ceux provenant d'actions ou de fonds communs de placement)

- 1099-MISC (revenus divers, prix, récompenses ou produits bruts)
  - 1099-B (vente d'actions ou de fonds communs de placement et certaines autres opérations de courtage)
  - 1099-S (produits de transactions immobilières)
  - 1099-K (opérations par carte ou réseau de paiement tiers)
  - 1098 (intérêts hypothécaires résidentiels), 1098-E (intérêts de prêt étudiant) ou 1098-T (frais de scolarité)
  - 1099-C (annulation de dette)
  - 1099-A (acquisition ou aliénation de biens garantis)
- Utilisez le formulaire W-9 uniquement si vous êtes une personne des États-Unis (ou un étranger résidant aux États-Unis) pour fournir votre TIN au demandeur.

*Si vous ne communiquez pas votre TIN au demandeur à l'aide du formulaire W-9, vous pourriez être assujéti à la retenue de base. Voir la section Qu'est-ce qu'une retenue de base? à la page 2.*

En signant le présent formulaire dûment rempli, vous attestez ce qui suit :  
1. Le TIN fourni est exact (ou vous êtes en attente de ce numéro).

2. Vous êtes exonéré des retenues de base.

3. Vous demandez une exonération des retenues de base à titre de bénéficiaire américain exempté. Le cas échéant, vous atteste aussi que votre part des revenus de toute société en nom collectif provenant d'entreprises exploitées aux États-Unis n'est pas assujettie à une retenue d'impôt sur le revenu imposable d'associés étrangers.

4. Le ou les codes d'exonération des exigences de déclaration de la FATCA fournis dans le présent formulaire (le cas échéant) sont exacts. Voir la section *Qu'est-ce qu'une exigence de déclaration de la FATCA?* à la page 2.

**Nota :** Si vous êtes une personne des États-Unis et qu'un demandeur vous remet un document autre que le formulaire W-9 pour demander votre TIN, vous devez utiliser le document fourni par le demandeur, à condition qu'il soit sensiblement comparable au formulaire W-9.

**Définition de « personne américaine ».** Aux fins de l'impôt fédéral, vous êtes une personne américaine si vous êtes :

- un particulier citoyen américain ou un étranger résidant aux États-Unis;
- une société en nom collectif, une société par actions, une entreprise ou une association créée ou régie aux États-Unis ou en vertu des lois des États-Unis;
- une succession (autre qu'une succession étrangère);
- une fiducie américaine (au sens de l'article 301.7701-7).

**Règles spécifiques aux sociétés en nom collectif.** Les sociétés en nom collectif qui exploitent une entreprise ou font du commerce aux États-Unis sont généralement assujetties à une retenue d'impôt sur le revenu imposable d'associés étrangers provenant de ces activités, conformément à l'article 1446. En l'absence d'un formulaire W-9, la société en nom collectif doit présumer qu'un associé est une personne étrangère et payer l'impôt exigé. Ainsi, si vous êtes une personne des États-Unis associée d'une société en nom collectif aux États-Unis, vous devez fournir à cette société un formulaire W-9 afin d'établir votre statut fiscal américain et d'éviter que l'impôt prévu à l'article 1446 soit prélevé sur votre part des revenus.

Dans les cas ci-dessous, la personne indiquée doit fournir un formulaire W-9 à la société en nom collectif afin d'établir son statut fiscal américain et d'éviter toute retenue sur sa part du revenu net provenant des activités commerciales de la société aux États-Unis.

- Entreprise assimilable à son propriétaire avec un propriétaire américain : Le propriétaire, et non l'entité même.
- Fiducie de constituant avec un constituant ou un autre propriétaire américain : En général, le constituant ou l'autre propriétaire, et non la fiducie même.
- Fiducie américaine (autre qu'une fiducie de constituant) : La fiducie américaine (autre qu'une fiducie de constituant), et non les bénéficiaires de la fiducie.

**Personne étrangère.** Si vous êtes une personne étrangère ou une succursale américaine d'une banque étrangère ayant opté pour le statut de personne américaine, n'utilisez pas le formulaire W-9. Utilisez plutôt le formulaire W-8 ou 8233 approprié (voir la publication n° 515 de l'IRS sur la retenue fiscale applicable aux étrangers non résidents et aux entités étrangères).

**Étranger non résident qui devient étranger résident.** En général, seul un étranger non résident peut se prévaloir des clauses d'une convention fiscale pour réduire ou éliminer l'impôt à payer aux États-Unis sur certains types de revenus. Cependant, la plupart des conventions fiscales renferment une disposition appelée « clause de sauvegarde », qui prévoit des exemptions pouvant permettre la prolongation d'une exemption fiscale pour certains types de revenus, même après que le bénéficiaire soit devenu un étranger résident au regard du fisc.

Si vous êtes un étranger résident américain qui se fonde sur une exemption prévue par une clause de sauvegarde pour réclamer une exonération d'impôt aux États-Unis, vous devez joindre au formulaire W-9 une déclaration précisant les cinq éléments suivants :

1. Le pays émetteur de la convention. Il s'agit normalement de la convention selon laquelle vous avez demandé une exemption fiscale à titre d'étranger non résident.
2. L'article de la convention qui traite du revenu.
3. Le numéro de l'article (ou la référence) dans la convention fiscale contenant la clause de sauvegarde et sa liste d'exemptions.
4. Le type et le montant des revenus admissibles à l'exemption fiscale.
5. Les motifs valables qui justifient l'application d'une exemption fiscale en vertu de la convention.

**Exemple :** L'article 20 de la convention fiscale Chine-États-Unis prévoit une exemption fiscale pour le revenu tiré d'une bourse d'études obtenue par un étudiant chinois établi temporairement aux États-Unis. En vertu du droit fiscal américain, cet étudiant deviendra un étranger résident si son séjour aux États-Unis se prolonge au-delà de cinq années civiles. Cependant, l'alinéa 2 du premier protocole de la convention (daté du 30 avril 1984) prévoit le maintien des dispositions de l'article 20 après que l'étudiant chinois soit devenu un étranger résident. Tout étudiant admissible à cette exemption (en vertu de l'alinéa 2) qui l'invoque pour réclamer une exonération fiscale relativement à sa bourse d'études ou de recherche doit joindre au formulaire W-9 une déclaration contenant les renseignements précités pour appuyer sa réclamation.

Si vous êtes un étranger non résident ou une entité étrangère, vous devez remettre au demandeur un formulaire W-8 ou 8233 dûment rempli.

## Retenue de base

**Qu'est-ce qu'une retenue de base?** Les personnes qui vous versent des fonds doivent, dans certaines conditions, en retenir et en verser 28% à l'IRS. C'est ce qu'on appelle une « retenue de base ». Sont susceptibles d'être assujettis à cette retenue les intérêts, les intérêts exempts d'impôt, les dividendes, les opérations de courtage et de troc, les loyers, les redevances, la rémunération des non salariés, les paiements effectués en règlement d'opérations par carte ou réseau de paiement tiers ainsi que certains paiements provenant d'exploitants de bateaux de pêche. Les transactions immobilières n'y sont pas assujetties.

Si vous fournissez un TIN exact et les attestations nécessaires au demandeur et que vous déclarez la totalité des intérêts et dividendes imposables dans votre déclaration de revenus, vous serez exonéré de la retenue de base.

### Les paiements que vous recevez seront assujettis à la retenue de base si :

1. vous omettez de fournir votre TIN au demandeur;
2. vous n'attestez pas l'exactitude de votre TIN lorsqu'on vous le demande (voir les instructions relatives à la Partie II, à la page 3);
3. l'IRS signale au demandeur que vous avez fourni un TIN invalide;
4. l'IRS vous informe que vous êtes assujetti à la retenue de base parce que vous avez omis de déclarer tous vos intérêts et dividendes dans votre déclaration de revenus (uniquement ceux dont la déclaration est obligatoire);
5. vous n'attestez pas au demandeur que vous n'êtes pas assujetti à la retenue de base pour le motif énoncé au point 4 ci-dessus (pour les comptes d'intérêts et de dividendes à déclarer ouverts après 1983 seulement).

Certains bénéficiaires et paiements sont exonérés de la retenue de base. Pour en savoir plus, consultez la section *Code de bénéficiaire exempté* à la page 3 et les instructions distinctes à l'intention du demandeur du formulaire W-9. Prenez également connaissance des *Règles spécifiques aux sociétés en nom collectif* énoncées précédemment.

### Qu'est-ce qu'une exigence de déclaration de la FATCA?

Le *Foreign Account Tax Compliance Act* (FATCA) oblige les institutions financières étrangères participantes à déclarer la liste de tous les titulaires de compte des États-Unis qui sont désignés comme des personnes américaines. Certains bénéficiaires sont exonérés des exigences de déclaration de la FATCA. Pour en savoir plus, consultez la section *Code d'exonération des exigences de la FATCA* à la page 4 et les instructions à l'intention du demandeur du formulaire W-9.

### Mise à jour de vos renseignements

Si vous n'êtes plus un bénéficiaire exempté, vous devez fournir des renseignements à jour à toute personne auprès de qui vous avez déclaré être un bénéficiaire exempté et dont vous prévoyez recevoir des paiements à déclarer; par exemple, si vous êtes une société par actions C qui devient une société par actions S, ou si vous cessez d'être exonéré d'impôt. De plus, vous devez produire un nouveau W-9 si le nom ou le TIN associé au compte change, par exemple en cas de décès du constituant d'une fiducie.

### Pénalités

**Omission de fournir le TIN.** Si vous omettez de fournir votre TIN à un demandeur, vous êtes passible d'une amende de 50 \$ par omission, sauf si vous avez un motif raisonnable et qu'il ne s'agit pas d'une négligence volontaire.

**Sanction civile pour transmission de faux renseignements concernant la retenue d'impôt.** Si vous faites une fausse déclaration, sans motif raisonnable et, qu'en conséquence, aucune retenue de base n'est prélevée, vous êtes passible d'une amende de 500 \$.

**Sanction pénale pour falsification de renseignements.** La falsification volontaire d'attestations ou de déclarations peut entraîner des sanctions pénales, y compris des amendes et une peine d'emprisonnement.

**Usage abusif des TIN.** Le demandeur qui divulgue ou utilise des TIN en contrevenant aux lois fédérales américaines est passible de sanctions civiles et pénales.

## Instructions particulières

### Ligne 1

Ne laissez pas cette ligne vide. Vous devez inscrire l'un des noms ci-dessous, et celui-ci doit correspondre au nom qui figure sur votre déclaration de revenus.

Pour un compte conjoint, inscrivez d'abord le nom de la personne ou de l'entité dont vous avez inscrit le TIN à la Partie I, puis encerclez-le.

**a. Particulier.** Vous devez normalement inscrire le nom figurant sur votre déclaration de revenus. Si vous avez changé de nom de famille sans en informer l'administration de la sécurité sociale, inscrivez votre prénom, le nom de famille inscrit sur votre carte de sécurité sociale ainsi que votre nouveau nom de famille.

**Nota : Demande de ITIN.** Inscrivez votre nom personnel, tel qu'il figure à la ligne 1a du formulaire W-7. Ce nom doit correspondre à celui figurant sur le formulaire 1040/1040A/1040EZ soumis avec votre demande.

**b. Propriétaire unique/société unipersonnelle à responsabilité limitée.** Inscrivez votre nom personnel, tel qu'il figure sur le formulaire 1040/1040A/1040EZ, à la ligne 1. Vous pouvez inscrire le nom de votre entreprise, le nom de votre commerce ou celui sous lequel vous faites affaire à la ligne 2.

**c. Société en nom collectif, société par actions C ou S et SARL.** Inscrivez le nom de l'entité, tel qu'il figure dans la déclaration de revenus de celle-ci, à la ligne 1, ainsi que tout nom d'entreprise, nom commercial ou nom sous lequel vous faites affaire à la ligne 2.

**d. Autres entités.** Inscrivez votre nom tel qu'il figure dans les documents aux fins de l'impôt fédéral américain exigés à la ligne 1. Ce nom doit correspondre à celui figurant dans les statuts de l'entité ou tout autre document constitutif. Vous pouvez inscrire le nom de votre entreprise, le nom de votre commerce ou celui sous lequel vous faites affaire à la ligne 2.

**e. Entreprise assimilable à son propriétaire.** Aux fins de l'impôt aux États-Unis, il s'agit d'une entité qui n'a pas de personnalité juridique distincte de celle de son propriétaire – voir le sous-alinéa 301.7701-2(c)(2)(iii). Inscrivez le nom du propriétaire sur cette ligne. Le nom inscrit à la ligne 1 ne doit jamais être celui d'une entreprise assimilable à son propriétaire; il doit plutôt être celui qui figure dans la déclaration de revenus où les montants en cause seront constatés. Par exemple, si l'unique propriétaire d'une SARL étrangère traitée comme une entreprise assimilable à son propriétaire aux fins de l'impôt fédéral américain est une personne des États-Unis, c'est le nom de cette personne qui doit être fourni à la ligne 1. Si le propriétaire direct de l'entité est aussi une entreprise assimilable à son propriétaire, inscrivez le nom du premier propriétaire qui n'appartient pas à cette catégorie fiscale, et inscrivez le nom de l'entreprise à la ligne 2. Si le propriétaire est une personne étrangère, il doit remplir le formulaire W-8 au lieu du W-9, même s'il possède un TIN.

### Ligne 2

Si vous avez un nom d'entreprise, un nom commercial, un nom sous lequel vous faites affaire ou un nom d'entité assimilable à son propriétaire, vous pouvez l'inscrire à la ligne 2.

### Ligne 3

Cochez à la ligne 3 la case correspondant à la catégorie appropriée aux fins de l'impôt fédéral américain pour la personne désignée à la ligne 1. Cochez une seule case à la ligne 3.

**Société par actions à responsabilité limitée (SARL).** Si la personne désignée à la ligne 1 est une SARL, cochez seulement cette case, puis inscrivez le code correspondant à la catégorie fiscale appropriée dans l'espace prévu à cet effet. Si vous êtes une SARL assimilable à une société en nom collectif aux fins de l'impôt fédéral américain, inscrivez « P ». Si vous êtes une SARL ayant rempli un formulaire 8832 ou 2553 afin d'être imposée comme une société par actions,

inscrivez « C » pour « société par actions C », ou « S » pour « société par actions S ». Si vous êtes une société unipersonnelle à responsabilité limitée assimilable à son propriétaire, ne cochez pas la case « Société par actions à responsabilité limitée (SARL) »; cochez plutôt la première case de la ligne 3 « Particulier/entreprise à propriétaire unique ou société unipersonnelle en responsabilité limitée ».

### Ligne 4 – Exemptions

Si vous êtes exempté de la retenue de base ou des exigences de déclaration de la FATCA, inscrivez le ou les codes applicables dans l'espace prévu à cet effet, à la ligne 4.

#### Code de bénéficiaire exempté.

- En général, les particuliers (y compris les propriétaires uniques) ne sont pas exemptés de la retenue de base.
- Sauf exceptions ci-après, les sociétés par actions en sont exemptées sur certains versements, notamment les intérêts et dividendes.
- Les sociétés par actions ne sont pas exemptées de la retenue de base sur les paiements effectués en règlement d'opérations par carte ou réseau de paiement tiers.
- Les sociétés par actions ne sont pas exemptées de la retenue de base sur les honoraires d'avocat ou les produits bruts versés à un avocat; celles qui fournissent des services médicaux ou des soins de santé n'en sont pas exemptées sur les revenus déclarés au moyen du formulaire 1099-MISC.

Les codes ci-après correspondent aux catégories de bénéficiaires exonérés de la retenue de base. Entrez le code qui s'applique à la ligne 4.

1 – Une organisation exonérée d'impôt en vertu du paragraphe 501(a), ou un IRA ou un compte de dépositaire exonéré d'impôt en vertu de l'alinéa 403(b)(7) et répondant aux exigences de l'alinéa 401(f)(2).

2 – Les États-Unis ou n'importe laquelle de ses agences ou institutions.

3 – Un État, le district fédéral de Columbia, une possession des États-Unis ou n'importe laquelle de ses subdivisions politiques ou institutions.

4 – Un gouvernement étranger ou n'importe laquelle de ses subdivisions politiques, agences ou institutions.

5 – Une société par actions.

6 – Un courtier en valeurs mobilières ou en marchandises tenu de s'inscrire aux États-Unis, dans le district fédéral de Columbia ou dans une possession des États-Unis.

7 – Un commissionnaire sur les marchés à terme inscrit auprès de la Commodity Futures Trading Commission.

8 – Une fiducie de placement immobilier.

9 – Une entité inscrite sous le régime de l'*Investment Company Act of 1940* durant la totalité de l'année d'imposition.

10 – Un fonds collectif géré par une banque conformément au paragraphe 584(a).

11 – Une institution financière.

12 – Un intermédiaire connu des milieux financiers en tant que dépositaire ou prête-nom.

13 – Une fiducie exonérée d'impôt en vertu de l'article 664 ou visée par l'article 4947.

Le tableau ci-dessous présente les types de paiements pouvant être exemptés de la retenue de base et fait référence aux 13 bénéficiaires ci-dessus.

Type de paiement	Catégorie(s) de bénéficiaires exemptés
Versements d'intérêts et de dividendes	Toutes, sauf 7
Opérations de courtage	De 1 à 4 et de 6 à 11 ainsi que les sociétés par actions C. Les sociétés par actions S ne doivent pas inscrire de code; leur exemption se limite aux ventes de valeurs non visées acquises avant 2012.
Opérations de troc et ristournes	De 1 à 4
Paiements de plus de 600 \$ devant être déclarés et ventes directes de plus de 5 000 \$ <sup>1</sup>	Généralement, de 1 à 5 <sup>2</sup>

Paiements effectués en De 1 à 4  
règlement d'opérations par carte  
ou réseau de paiement tiers

<sup>1</sup> Voir le formulaire 1099-MISC, *Miscellaneous Income* et les instructions y afférentes.

<sup>2</sup> Toutefois, les paiements suivants versés à une société par actions et devant être déclarés au moyen du formulaire 1099-MISC ne sont pas exonérés de retenues de base : frais médicaux et paiements pour soins de santé, honoraires d'avocat, produit brut versé à un avocat devant être déclaré aux termes de l'article 6045(f) et versements liés à des services payés par un organe exécutif fédéral.

#### Code d'exonération des exigences de déclaration de la FATCA.

Les codes ci-après correspondent aux catégories de bénéficiaires exonérés des exigences de déclaration de la FATCA. Ces codes s'appliquent aux personnes qui soumettent le présent formulaire pour des comptes détenus hors des États-Unis auprès de certaines institutions financières étrangères. Vous pouvez donc laisser ce champ vide si vous soumettez ce formulaire pour un compte détenu aux États-Unis. Si vous n'êtes pas certain que votre institution financière est assujettie à ces exigences, consultez le demandeur. Celui-ci peut confirmer que ce code n'est pas requis en inscrivant « S.O. » (ou toute autre indication semblable) dans le champ approprié du formulaire W-9.

A – Une organisation exonérée d'impôt en vertu du paragraphe 501(a), ou un IRA au sens de l'alinéa 7701(a)(37).

B – Les États-Unis ou n'importe laquelle de ses agences ou institutions.

C – Un État, le district fédéral de Columbia, une possession des États-Unis ou n'importe laquelle de ses subdivisions politiques ou institutions.

D – Une société par actions dont les titres sont régulièrement négociés sur un ou plusieurs marchés boursiers reconnus, comme le prévoit le sous-alinéa 1.1472-1(c)(1)(i).

E – Une société par actions membre du même groupe élargi de sociétés affiliées qu'une société par actions visée au sous-alinéa 1.1472-1(c)(1)(i).

F – Un courtier en valeurs mobilières, en marchandises ou en instruments dérivés (y compris les contrats nominaux de référence, contrats à terme standardisés, contrats à terme de gré à gré et options) dûment inscrit à ce titre en vertu des lois fédérales américaines ou d'un État américain.

G – Une fiducie de placement immobilier.

H – Une société mutuelle de placement au sens de l'article 851, ou une entité inscrite sous le régime de l'Investment Company Act of 1940 durant la totalité de l'année d'imposition.

I – Un fonds collectif au sens du paragraphe 584(a).

J – Une banque au sens de l'article 581.

K – Un courtier.

L – Une fiducie exonérée d'impôt en vertu de l'article 664 ou visée par l'alinéa 4947(a)(1).

M – Une fiducie exonérée d'impôt en vertu d'un régime établi conformément au paragraphe 403(b) ou 457(g).

**Nota :** Vous pouvez demander à l'institution financière qui demande le présent formulaire si vous devez inscrire un code de bénéficiaire exempté et un code d'exonération des exigences de déclaration de la FATCA.

#### Ligne 5

Inscrivez votre adresse (numéro, rue, n° d'app. ou de bureau). Le demandeur du formulaire W-9 vous enverra les déclarations de renseignements à cette adresse.

#### Ligne 6

Inscrivez votre ville, État et code postal.

### Partie I – Numéro d'identification d'impôt (TIN)

**Inscrivez votre TIN dans la case appropriée.** Si vous êtes un étranger résident et que vous n'avez pas de SSN et n'y avez pas droit, inscrivez votre ITIN dans la case du SSN. Si vous n'avez pas de ITIN, voir la section *Comment obtenir un TIN* ci-après.

Si vous êtes un propriétaire unique et que vous avez un EIN, vous pouvez inscrire soit votre SSN, soit votre EIN. Cependant, l'IRS préconise l'utilisation du SSN.

Si vous êtes une société unipersonnelle à responsabilité limitée assimilable à son propriétaire (voir *Société par actions à responsabilité limitée [SARL]* à la page 2), inscrivez le SSN ou l'EIN du propriétaire. N'inscrivez pas l'EIN de l'entité, sauf si la SARL est considérée comme une société par actions ou une société en nom collectif.

**Nota :** Pour en savoir plus sur les combinaisons de nom et de TIN, voir le tableau de la page 4.

**Comment obtenir un TIN.** Si vous n'avez pas de TIN, faites-en immédiatement la demande. Pour demander un SSN, procurez-vous un formulaire de demande de carte de sécurité sociale (*SS-5, Application for a Social Security Card*) auprès de votre bureau local d'administration de la sécurité sociale ou en ligne, au [www.ssa.gov](http://www.ssa.gov). Vous pouvez aussi commander ce formulaire en composant le 1-800-772-1213. Pour demander un ITIN, utilisez le formulaire W-7 (*Application for IRS Individual Taxpayer Identification Number*); pour un EIN, utilisez le formulaire SS-4 (*Application for Employer Identification Number*). Vous pouvez aussi présenter votre demande d'EIN en ligne sur le site de l'IRS, au [www.irs.gov/businesses](http://www.irs.gov/businesses), en cliquant sur Starting a Business, puis sur *Employer Identification Number (EIN)*. Vous pouvez obtenir les formulaires W-7 et SS-4 de l'IRS en visitant le site de l'organisme, à IRS.gov, ou en composant le 1-800-TAX-FORM (1-800-829-3676).

Si on vous demande de remplir un formulaire W-9, mais que vous n'avez pas de TIN, faites-en la demande et indiquez « Demandé » (*Applied For*) dans l'espace prévu pour le TIN, puis signez et datez le formulaire avant de le retourner au demandeur. Pour les versements d'intérêts et de dividendes et certains paiements en lien avec des instruments facilement négociables, vous disposez normalement de 60 jours pour fournir votre TIN au demandeur avant que ces paiements ne soient assujettis à la retenue de base. Ce délai ne s'applique pas aux autres types de paiements, qui seront assujettis à cette retenue tant et aussi longtemps que vous n'aurez pas communiqué votre TIN au demandeur.

**Nota :** La mention « Demandé » signifie que vous avez déjà présenté votre demande de TIN ou que vous comptez la présenter bientôt.

**Attention :** Les entreprises individuelles américaines avec un propriétaire étranger doivent plutôt utiliser le formulaire W-8.

### Partie II – Attestation

Vous devez signer le formulaire W-9 pour attester à l'agent chargé de la retenue que vous êtes une personne des États-Unis ou un étranger résident. L'agent peut vous demander d'apposer votre signature même si les points 1, 4 et 5 ci-dessous indiquent qu'elle n'est pas nécessaire.

Pour un compte conjoint, seule la personne dont le TIN figure à la Partie I doit apposer sa signature (lorsque requise). Pour une entreprise assimilable à son propriétaire, le signataire doit être la personne indiquée à la ligne 1. Pour les bénéficiaires exemptés, voir la section *Code de bénéficiaire exempté* ci-dessus.

**Exigences de signature.** Remplissez l'attestation conformément aux directives 1 à 5 ci-dessous.

**1. Comptes d'intérêts, de dividendes et d'opérations de troc ouverts avant 1984, et comptes de courtage réputés actifs durant l'année 1983.** Vous devez fournir votre TIN, mais n'avez pas à signer l'attestation.

**2. Comptes d'intérêts, de dividendes et d'opérations de troc ouverts après 1983, et comptes de courtage réputés inactifs durant l'année 1983.** Vous devez signer l'attestation, faute de quoi la retenue de base sera appliquée. Si vous êtes assujetti à cette retenue et que vous fournissez simplement votre TIN au demandeur, biffez l'énoncé 2 de l'attestation avant de signer.

**3. Transactions immobilières.** Vous devez signer l'attestation, mais pouvez biffer l'énoncé 2 si vous le désirez.

**4. Autres types de paiements.** Vous devez fournir votre TIN, mais n'avez pas à signer l'attestation, sauf si on vous a avisé qu'un TIN transmis précédemment s'est avéré erroné. Les « autres types de paiements » comprennent les paiements effectués dans le cadre des activités commerciales du demandeur et qui concernent des loyers, des redevances, des biens (autres que des factures de marchandises), des services médicaux et des soins de santé (y compris des paiements à des sociétés par actions), la rémunération de non salariés pour des services rendus, le règlement d'opérations par carte ou réseau de paiement tiers, les montants versés à des pêcheurs et à certains membres d'équipage de bateaux de pêche ainsi que les produits bruts versés à des avocats (y compris à des sociétés par actions).

**5. Intérêts hypothécaires payés par vous, acquisition ou aliénation de biens garantis, annulation de dettes, paiements au titre d'un programme de bourse d'études admissible en vertu de l'article 529, cotisations ou distributions relatives à un IRA, à un compte d'épargne-études (Coverdell ESA), à un compte d'épargne pour soins médicaux (Archer MSA) ou à un compte de gestion santé (HSA) et distributions d'un régime de retraite.**

Vous devez fournir votre TIN, mais n'avez pas à signer l'attestation.

### Nom et numéro à fournir au demandeur

Type de compte	Nom et SSN à fournir
1. Compte de particulier	Du particulier
2. Compte conjoint (deux particuliers ou plus)	Du titulaire réel du compte ou, si les fonds sont communs, du titulaire de compte principal <sup>1</sup>
3. Compte de dépositaire détenu par une personne mineure ( <i>Uniform Gift to Minors Act</i> )	de la personne mineure <sup>2</sup>
4. a) Compte d'épargne en fiducie révocable ordinaire (où le constituant est aussi le fiduciaire)	Du constituant-fiduciaire <sup>1</sup>
b) Soi-disant compte en fiducie qui ne constitue pas une fiducie légale ou valide en vertu des lois d'un État	Du propriétaire réel <sup>1</sup>
5. Compte d'entreprise individuelle (à propriétaire unique)	Du propriétaire <sup>3</sup>
6. Fiducie de cédant enregistrée avec la méthode facultative du formulaire 1099 (voir division 1.671-4(b)(2)(i)(A) des règlements)	Du constituant*
<b>Pour ce type de compte :</b>	<b>Fournir le nom et l'EIN :</b>
7. Compte d'entreprise individuelle dont le propriétaire n'est pas un particulier	Du propriétaire
8. Compte de fiducie, de succession ou de fiducie de pension valide	De la personne morale <sup>4</sup>
9. Compte de société par actions ou de SARL ayant choisi le statut de société sur le formulaire 8832 ou le formulaire 2553	De la société par actions

10. Compte d'association, de club, d'organisme religieux, de bienfaisance ou à caractère éducatif, ou d'un autre organisme exonéré d'impôt	De l'organisation
11. Compte de société en nom collectif ou de SARL à participants multiples	De la société en nom collectif
12. Compte de courtier ou de prête-nom inscrit	Du courtier ou du prête-nom
13. Compte auprès du département de l'Agriculture détenu au nom d'une entité publique (État, administration locale, arrondissement scolaire, prison, etc.) qui reçoit des paiements au titre d'un programme agricole	De l'organisme public
14. Fiducie de constituant inscrite au moyen du formulaire 1041 ou de la méthode facultative du formulaire 1099 – voir la division 1.671-4(b)(2)(i)(B)	De la fiducie

**Nota :** Si plusieurs noms sont donnés, mais qu'aucun n'est encerclé, le numéro sera réputé être celui de la personne dont le nom figure en premier sur la liste.

### Protégez vos documents fiscaux contre le vol d'identité

Le vol d'identité survient lorsqu'un tiers utilise vos renseignements personnels, comme votre nom, votre SSN ou d'autres renseignements d'identification sans votre consentement dans le but de commettre une fraude ou un crime. Un voleur d'identité pourrait utiliser votre SSN pour obtenir un emploi ou produire une déclaration de revenus et ainsi toucher un remboursement.

Pour réduire les risques, vous devriez :

- protéger votre SSN;
- vous assurer que votre employeur protège votre SSN;
- être vigilant lorsque vous choisissez un spécialiste en déclarations de revenus.

Si vos documents fiscaux sont compromis par un vol d'identité et que vous recevez un avis ou une lettre de l'IRS contenant un nom et un numéro de téléphone, répondez-y immédiatement.

Si vos documents fiscaux ne sont pas compromis par un vol d'identité à l'heure actuelle, mais que vous estimez être à risque en raison d'un portefeuille ou d'un sac à main perdu ou volé, d'un rapport de solvabilité douteux ou d'une opération de carte de crédit suspecte, communiquez avec le service d'aide en cas de vol d'identité de l'IRS au 1-800-908-4490, ou remplissez le formulaire 14039.

Pour en savoir plus, consultez la publication n° 4535 de l'IRS sur la prévention du vol d'identité et l'aide aux victimes.

Les victimes qui subissent un préjudice financier, ont des problèmes de système ou cherchent de l'aide pour résoudre des litiges fiscaux qui ne peuvent être réglés par les voies habituelles peuvent recourir au service d'aide aux contribuables (*Taxpayer Advocate Service ou TAS*). Pour joindre la ligne de signalement du TAS, composez le numéro sans frais 1-877-777-4778 (ATS : 1-800-829-4059).

<sup>1</sup> Inscrivez d'abord le nom de la personne dont vous fournissez le numéro, puis encerclez-le. Si un seul des titulaires du compte conjoint possède un SSN, vous devez fournir ce numéro.

<sup>2</sup> Encercler le nom de la personne mineure et donnez son SSN.

<sup>3</sup> Vous devez inscrire votre nom personnel; vous pouvez également indiquer votre nom commercial ou le nom sous lequel vous faites affaire à la ligne « Nom commercial/nom de l'entreprise individuelle ». Vous pouvez fournir votre SSN ou votre EIN (si vous en avez un), mais l'IRS préconise l'utilisation du SSN.

<sup>4</sup> Inscrivez d'abord le nom de la fiducie, de la succession ou de la fiducie de pension, puis encerclez-le. (Ne donnez pas le TIN du représentant personnel ou du fiduciaire, sauf si la personne morale n'est pas mentionnée dans le nom du compte.) Voir les *Règles spécifiques aux sociétés en nom collectif* à la page 2.

\* **Nota :** Le constituant doit également fournir un formulaire W-9 au fiduciaire.

**Courriels suspects et hameçonnage.** Le terme « hameçonnage » désigne la conception et l'utilisation de courriels et de sites Web imitant ceux d'une entreprise légitime. La méthode la plus répandue consiste à envoyer un courriel à l'utilisateur, prétendument au nom d'une entreprise légitime reconnue, dans le but de lui soutirer des renseignements confidentiels pouvant ensuite être utilisés pour voler son identité.

L'IRS ne communique jamais par courriel avec un contribuable. Par ailleurs, elle ne demande jamais à un contribuable d'envoyer par courriel des renseignements personnels précis, comme un numéro d'identification personnel (NIP), un mot de passe ou toute autre information de même nature susceptible de permettre l'utilisation d'une carte de crédit ou l'accès à un compte détenu auprès d'une institution financière.

Si vous recevez un courriel non sollicité provenant prétendument de l'IRS, veuillez le faire suivre à [phishing@irs.gov](mailto:phishing@irs.gov). Vous pouvez également signaler toute utilisation frauduleuse de la dénomination, du logo ou de tout autre droit de propriété de l'IRS à l'inspecteur général du Trésor pour l'administration fiscale (*Treasury Inspector General for Tax Administration*) en composant le 1-800-366-4484.

Les courriels suspects peuvent être acheminés à la commission fédérale du commerce (*Federal Trade Commission*) à [spam@uce.gov](mailto:spam@uce.gov), par l'intermédiaire du site [www.ftc.gov/idtheft](http://www.ftc.gov/idtheft) ou par téléphone, au 1-877-IDTHEFT (1-877-438-4338).

Pour en savoir plus sur le vol d'identité et sur les façons de vous protéger, visitez le site [IRS.gov](http://IRS.gov).

### **Avis relatif à la loi sur la protection des renseignements personnels (*Privacy Act*)**

En vertu de l'article 6109, vous êtes tenu de fournir votre TIN aux personnes (y compris aux agences fédérales) devant produire des déclarations de renseignements auprès de l'IRS pour déclarer les intérêts, les dividendes et certains autres revenus qui vous sont versés, les intérêts hypothécaires que vous payez, l'acquisition ou l'aliénation de biens garantis, l'annulation de dettes ou vos cotisations à un IRA, à un Archer MSA ou à un HSA. Le présent formulaire vise à recueillir des renseignements qui seront utilisés par le demandeur pour produire des déclarations portant sur les éléments précités. Ces renseignements peuvent notamment être transmis au département de la Justice dans le cadre d'un contentieux civil ou pénal ainsi qu'aux municipalités, aux États, au district fédéral de Columbia et aux possessions des États-Unis pour leur permettre d'appliquer leurs lois. Les renseignements peuvent aussi être divulgués à d'autres pays en vertu d'un traité, à des organismes fédéraux et étatiques aux fins d'application du droit civil et criminel, ou encore aux services fédéraux de police et de renseignement aux fins de lutte contre le terrorisme. Que vous soyez tenu ou non de produire une déclaration de revenus, vous avez l'obligation de fournir votre TIN. Conformément à l'article 3406, les payeurs sont généralement tenus de retenir un pourcentage des intérêts, des dividendes et de certains autres types de paiements versés à une personne ayant omis de fournir son TIN. La transmission de faux renseignements ou la falsification de renseignements peuvent également entraîner des pénalités.